

LE TOUR DES RÉGIONS

Le 21 mai, Laurent Avi, arboriculteur à Brax et bénévole au sein du réseau départemental, allumait pour la première fois le générateur de particules glaçogènes.

H. QUENIN



→ AQUITAINE (LOT-ET-GARONNE)

Naissance d'un réseau de lutte anti-grêle

La création d'un réseau anti-grêle départemental va réduire le risque de grêle pour tous.

Début mai, 46 générateurs de particules glaçogènes ont été installés en six jours sur tout le département, soit environ un pour 100 km². Le Lot-et-Garonne n'était pas couvert, hormis 7 postes tout au nord du département (vignoble Duraquois), « or, il y avait une demande sur le terrain, explique Patrick Franquin, président du service productions végétales de la chambre d'agriculture et initiateur du projet. Mais il fallait trouver le financement et des bénévoles pour faire fonctionner les générateurs. » C'est chose faite du côté des bénévoles. À raison d'un titulaire et deux suppléants par générateur, des agriculteurs se sont portés volontaires

assez facilement. Laurent Avi, arboriculteur à Brax, en fait partie : « J'ai tout de suite été d'accord, car on connaît trop bien les dégâts liés à la grêle. Alors, si on peut la limiter, voire l'éviter, allons-y ! » Sur ses 20 ha de vergers (pêches, pommes, kiwis et cerises), seuls 9 ha de pommiers sont équipés de filets paragrêles. Il n'est pas assuré, « car cela coûte très cher », dit-il. L'équipement est simple : une bouteille d'air comprimé est reliée à travers un détendeur à une bouteille contenant 30 l de solution acétonique d'iodure d'argent. Quand l'opérateur ouvre le réservoir, la solution sous pression est pulvérisée via un gicleur au fond d'une cheminée cylindrique.

Réseau solidaire

Via l'Anelfa, 397 générateurs sont en place sur la façade atlantique (départements 64, 40, 33, 47, 24, 16, 17). Le Lot-et-Garonne s'imbrique dans ce réseau où chaque opérateur ensemence un nuage susceptible de faire des dégâts chez les voisins.

Là, un briquet suffit pour enflammer la solution. Sous l'action de la chaleur, les particules s'élèvent et profitent des courants ascendants pour atteindre les nuages.

UN BUDGET DE 120 000 €

Le système a été mis au point par l'Anelfa (Association nationale d'études et de lutte contre les fléaux atmosphériques, Toulouse). Elle fabrique et livre le matériel, fournit la méthodologie et lance les alertes météo.

Il fallait trouver une solution pour financer l'opération. Pour cette première année, elle a été budgétisée à 120 000 € : « les partenaires sont nombreux, précise Emmanuel Maupas, chef du service productions végétales. On peut citer entre autres Terres du Sud, le BIP, les ODG, le conseil départemental et quelques communautés de communes. » Trouver les financeurs fut un travail de longue haleine et Emmanuel Maupas s'est parfois heurté à des craintes : « L'usage d'iodure d'argent fait peur à certains, même si les études scientifiques expliquent qu'il n'y a pas de risques. » Samedi 21 mai, le département a eu sa première alerte d'orage à grêle : « Comme tous les autres, j'ai reçu un message vocal à 16 h, résume Laurent Avi. J'ai allumé le générateur dans le quart d'heure qui a suivi pour l'éteindre à 23 h. » Dans le Lot-et-Garonne, nombre de nuages ont été ensemencés ce soir-là. Deux alertes ont eu lieu les 27 et 28 mai, sans dégâts majeurs à déplorer.

Une moyenne de 10 à 15 alertes est attendue d'ici au 15 octobre.

Hélène Quenin

→ BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ (SAÔNE-ET-LOIRE)

Abattoir d'Autun : visite inopinée

Sauvé du déclassement en 2011, le petit abattoir multi-espèces d'Autun (1 600 t/an) a été remis sur de bons rails par les éleveurs locaux et les élus de la communauté de communes du Grand Autunois Morvan. Plus de quatre millions d'euros vont être investis d'ici 2018 dans la reconstruction de la chaîne d'abattage et le réaménagement de la bovinerie.

Dans ce contexte, les commentaires effectués par la commission d'enquête nationale sur les conditions d'abattage ont un peu agacé. Le 23 mai, les visiteurs ont relevé un dysfonctionnement dit « majeur » sur la chaîne des petits animaux (20 % de l'activité). « Ils ne se sont pas du tout intéressés à la chaîne bovine qui fonctionne très bien comme l'a reconnu une inspection récente de la DDPP », regrette Bernard Joly, le président de la Sica qui doit gérer l'outil intercommunal avec des moyens financiers serrés.

→ SUD-OUEST

Sondage

La région Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes et la chambre régionale d'agriculture ont dévoilé les résultats du premier baromètre d'opinion régional sur l'agriculture, réalisé par l'institut Harris Interactive. Les habitants de la grande région plébiscitent leur agriculture et les agriculteurs : 82 % en ont une bonne image. Bien meilleur qu'au niveau national.

→ MARNE

Transmission

JA et Adasea ont lancé un projet de repérage territorial des exploitants de plus de 55 ans sur la région du Perthois. Objectif : les informer et leur proposer un accompagnement pour faciliter la transmission de leur exploitation. Sur cette région, plus de 50 % des exploitants ont plus de 50 ans et 20 % des exploitations ont disparu entre 2000 et 2010. Le projet va démarrer par une enquête courant juin.